

une Suisse sans armée

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

n° 86 - été 2010



La conscription ...

... à quoi bon ?

Berne, Place fédérale le 5 juin 2010, lancement de l'initiative pour supprimer le service militaire obligatoire «conscription - inapte» (photo: GSSA)

Edito:

Nouveau défi, même combat !

Le lancement de l'initiative populaire fédérale «Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire», le 6 juin dernier, suscite des réactions contrastées au sein du groupe en Romandie. Si une majorité de membres et sympathisant/es, notamment des plus jeunes générations, s'en réjouissent et s'empressent de nous renvoyer les feuilles de signatures, d'autres membres, parmi les actifs de longue date, nous ont dit tout le mal qu'ils pensent de cette nouvelle initiative.

Nous respectons ces opinons, mais nous pensons que ce nouveau défi est cohérent avec l'engagement du GSsA pour la démilitarisation. Le Groupe pour une Suisse sans armée n'a évidemment jamais été favorable à une armée professionnelle, et il ne l'est pas plus aujourd'hui. Nous continuerons à nous opposer aux engagements de l'armée suisse à l'étranger et au rapprochement avec l'OTAN. Mais, après deux tentatives d'abolition de l'armée, il sait aussi que la population dans sa majorité n'est pas encore prête à faire le grand saut. Alors que nous avons parfois argumenté qu'une armée de volontaires serait plus difficile à abolir que l'armée de conscrits, nous nous rendons compte aujourd'hui que ce sont surtout les mythes du citoyen-soldat, d'une institution égalitaire, école et ciment de la nation, dernier rempart de notre indépendance, qui rendent l'armée suisse indéboulonnable malgré les crises qu'elle traverse.

«J'ai déjà fait l'armée, alors ça ne me regarde plus!»; «Si ça devient volontaire, plus personne voudra la faire, et on doit quand-même avoir une armée...»; «C'est une expérience très utile pour beaucoup de jeunes», «Une armée de pros, ça fait peur», «Et en cas de catastrophes on fera comment?» entend-t-on parfois pendant la récolte de signatures. Ces réactions mon-

trient bien le crédit dont bénéficie encore l'armée en Suisse et à quel point il est difficile de toucher au statu quo dans notre pays. En plus de la remise en cause des clichés «positifs» qui entourent l'armée, cette initiative s'attaque aussi à la légitimation de base de l'institution censée «garantir la sécurité» face à la menace d'une guerre en Europe. Pourtant, les personnes vraiment prêtes à s'intéresser à cette initiative verront qu'elle permet non seulement d'empêcher l'Etat de contraindre les citoyens à servir sous les drapeaux pour se préparer à la guerre, mais qu'elle garantit parallèlement la pérennité d'un service civil ouvert aux femmes comme aux hommes. D'ailleurs les milieux qui promeuvent le service civil ne s'y sont pas trompés, ainsi Jérôme Strobel de la Permanence Service Civil déclare qu'«il est grand temps de s'attaquer au tabou séculaire d'un service civil intimement lié au service militaire et de faire enfin du service civil un service à part entière.»

Le problème des fusils d'assaut dans les foyers, que nous combattons par une initiative qui rencontre l'opposition de toute la droite (et qui semble donc avoir de moins en moins de chances d'être acceptée!), et la taxe militaire dont nous avons toujours dénoncé l'iniquité, seraient aussi réglés par notre nouvelle initiative. Reste à savoir si nous aurons les forces suffisantes pour mener la récolte de signatures, de front avec la campagne de votation pour le moratoire sur l'achat de nouveaux avions de combat (campagne que nous pensons ne pas devoir mener, mais qui pourrait finalement commencer cet automne!). La réponse positive dépendra de l'engagement de nous tous.

Frédéric Durand & Tobia Schnebli

SOMMAIRE

Suisse

Arguments en faveur de la nouvelle initiative	3
Contre l'initiative	5
Précisions sur l'initiative	6
Brèves	6
Dépenses militaires	8
Protection face à la violence des armes	10
Initiative contre les avions de combat	11
Missions de l'armée	11

International

Afghanistan: l'OTAN et les seigneurs de guerre	13
Sciences de la paix	14
On nous écrit	15

IMPRESSUM

ISSN 1663-5701

Paraît minimum 4 fois par an.

Impression: Atar S.A., Genève

Maquette: Solidaridad Graphisme, Genève

Mise en page: J. Sommerhalder

Relecture: F. Durand, T. Schnebli

Tirage: 4'000 exemplaires

Annexe: Dépliant pour signatures

Abonnement: 20.- par an à verser au

CCP 12-11508-2.

Les membres du GSsA sont abonnés d'office.

Articles et lettres: à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8

fax: 022 320 69 49, E-mail: gssa@gssa.ch

Prochain délai de rédaction: 10 septembre 2010

Oui à l'abolition de la conscription:

Une initiative qui dérange pas seulement les militaristes ...

«Cette initiative ouvre la voie à l'armée professionnelle»; «il aurait fallu laisser cette tâche aux jeunes libéraux»; «c'est le virage vers le pragmatisme»; «le GSSa avec cette initiative risque de se tirer une balle dans le pied parce que l'armée de volontaires qui résultera de cette initiative sera beaucoup plus difficile à abolir et risque de coûter tout aussi cher que l'armée actuelle».

Les objections à la nouvelle initiative du GSSa ont été relativement nombreuses. Elles ne sont pas nouvelles et elles avaient prévalu lors de la discussion sur l'opportunité d'une telle initiative au milieu des années nonante, après la défaite sur l'initiative «Stop F/A-18» et avant de lancer la deuxième initiative pour la suppression de l'armée.

A ces objections on peut répondre aujourd'hui avec des considérations de principe d'ordre général, et avec des arguments contingents, liés à la situation suisse.

Le service militaire obligatoire s'est généralisé en Europe au cours des 19e et 20e siècles pour constituer des armées de masse capables de mener des guerres totales, de défense et d'agression. La nécessité de faire face à une invasion militaire, considérée comme une menace existentielle pour la société, constitue depuis toujours la seule légitimation possible dans un Etat libéral et démocratique pour contraindre ses citoyens au service militaire obligatoire, c'est à dire les obliger à apprendre à tuer et à accepter, le cas échéant, de sacrifier leurs vies pour la survie de la nation

C'est aussi le conditionnement des conscrits qui a rendu possibles les effroyables boucheries des guerres du siècle passé. Depuis les origines de la conscription toutes sortes d'objecteurs, pacifistes, réfractaires, antimilitaristes, insoumis et déserteurs ont contesté cette obligation de préparer et de faire participer les citoyens aux guerres. Certes, après la deuxième guerre mondiale, les pays européens ont graduellement introduit la possibilité pour les conscrits d'effectuer un service civil de remplacement. Mais tous les services civils n'ont jamais véritablement remis en cause le principe et la primauté du service militaire. Aujourd'hui, dans les pays où la conscription a été supprimée, aucun mouvement pacifiste ou antimilitariste réclame son

retour sous prétexte que l'armée est moins nuisible sous cette forme que si elle est entièrement professionnelle.

Contrairement à la plupart des pays européens (France, Belgique, Espagne, Italie, ...) qui ont substitué leurs armées de conscription avec des armées professionnelles, en Suisse la droite n'ose pas cette transformation. Alors que l'armée suisse traverse la plus grave crise de son histoire, on a l'impression que l'on s'accroche au service militaire obligatoire pour escamoter l'impasse dans laquelle se trouve la politique de sécurité. Le fait est que le service militaire obligatoire constitue l'application concrète de l'idée de la défense nationale autonome et que cette idée reste le pilier central du soutien à l'armée en Suisse. Toutes les réformes de l'armée qui se sont succédées en Suisse depuis la fin de la guerre froide n'ont pas osé abandonner la conscription parce son abandon signifierait aussi l'abandon du concept de la défense militaire autonome du territoire national.

L'enracinement de cette idéologie explique aussi le fait que la Suisse a été le dernier pays européen à accepter l'introduction d'un service civil de remplacement. Les votations sur toutes les questions militaires montrent aussi que le rattachement à la défense nationale est plus fort dans la Suisse rurale et alémanique. Ce fait explique peut-être que notre nouvelle initiative rencontre beaucoup moins de critiques venant de

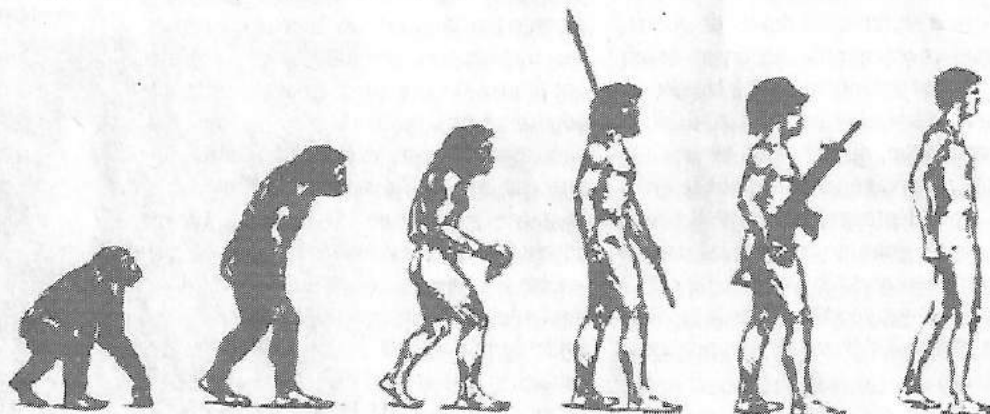
gauche et des milieux pacifistes en Suisse allemande qu'en Suisse romande. Cette différence de sensibilité est encore renforcée par la différence des références historiques liées à la conscription. En France elle est identifiée à la «nation en armes» de la Révolution française, alors qu'en Allemagne la conscription (Wehrpflicht) est l'oeuvre de l'armée prussienne du début du 19e Siècle. Supprimée par le traité de Versailles en 1919, c'est le national-socialisme qui l'avait réintroduite en 1935 pour construire la Wehrmacht hitlérienne.

Reste le fait qu'aujourd'hui en Suisse l'obligation de servir dans l'armée appuie l'idée que le danger d'une invasion militaire constitue la menace la plus grave pour la société, une menace existentielle qui légitime la contrainte du service militaire pour la moitié masculine de la population.

L'initiative qu'a lancée le GSSa ne veut pas seulement supprimer un système de préparation des guerres complètement dépassé. Elle veut aussi ouvrir un véritable débat sur les priorités pour la politique de sécurité. Une politique de sécurité qui s'occupe des vraies menaces qui sont sociales et environnementales dans le monde d'aujourd'hui, et non plus les fantasmes militaires du passé.

Tobia Schnebli

La conscription - bientôt de l'histoire ancienne...



Chaque don compte!

Une étape sur le chemin de l'abolition:

Construire la paix, construire le GSsA !

L'initiative pour l'abrogation de l'obligation de servir suscite des doutes chez certains membres romands du GSsA. Il m'a semblé utile de rappeler les positions du groupe, son évolution et ses perspectives à long terme.

Trois arguments principaux sont avancés contre cette initiative:

- Elle favorise la création d'une armée professionnelle.
- Elle fait le travail de la droite militariste qui, empêtrée dans son traditionalisme, n'ose pas demander elle-même la fin du service obligatoire.
- Elle est trop éloignée de notre but historique: supprimer l'armée.

Le dernier rapport sur le service civil contient une série de chiffres sur les effectifs de l'armée, mais pas le nombre de ses professionnels. On y trouve pourtant celui des forces «instruction et support» (instruction, missions spéciales et spécialistes). Ils ne sont pas tous engagés à plein temps, mais ils sont environ 43'000, soit un quart de l'effectif actuel, ou la moitié de l'effectif proposé par le dernier rapport sur l'armée. Soyons clairs, l'armée suisse professionnelle existe¹. Il n'est pourtant pas vain de rappeler, encore et encore, que l'initiative ne touche pas au principe de milice et que des volontaires pourrions donc (nous le leur déconseillons, mais c'est leur choix!) servir parallèlement à leurs activités professionnelles civiles.

Le GSsA est un acteur important du débat politique suisse. Il doit donc accepter, de temps en temps, que ses arguments soient repris ou phagocytés par d'autres. En ce sens, je ne vois pas de mal à aider une partie de la droite à se débarrasser d'une conscription coûteuse et inutile. Notre but est ailleurs: il est de libérer nombre d'hommes du devoir de guerre, en espérant en amener plus encore au devoir de paix et, tout autant, au droit à la paix. La gloire de la Suisse n'est pas dans le maintien de la conscription, du mythe du citoyen-soldat ou à la préservation d'une armée relevant plus du repli identitaire que de réels soucis de défense. La gloire de la Suisse est dans le fait d'avoir vécu presque 500 ans sans faire la guerre à qui que ce soit et dans la capacité qui en a résulté à développer des politiques humanitaires.

Depuis bientôt 30 ans, le GSsA utilise sa présence militante et politique pour mettre en avant ses aspirations propres, pour répondre

à des impératifs d'actualité ou pour soutenir d'autres projets dans le domaine de la paix. Depuis le début, le GSsA a participé à au moins 19 votations sur des questions de paix et de sécurité (dont 3 sont encore à venir), y compris 7 initiatives populaires et 2 référendums lancés par nos soins. Hormis les votations pour supprimer l'armée elle-même, avec à chaque fois un volet pour la construction civile de la paix, nous avons abordé en votation des questions de service civil, d'armements, de budget, de place d'armes, d'organisation de l'armée et de déploiement à l'étranger. Si cette liste semble centrée sur des questions militaires, à chaque fois c'est bien la promotion de la paix par des moyens civils qui est souhaitée, un mieux-être pour l'ensemble de la société, sans pour autant nier les problèmes de sécurité, mais en les abordant autrement, de façon pacifique et préventive. Cette fois nous touchons à une question humaine: qui sert dans l'armée et sous quelles obligations? Cette question est pour nous bien plus importante que les questions d'armes, de budget ou d'organisation de l'armée que nous avons déjà abordées, car ce sont des personnes qui subissent l'embrigadement, la loi des armes et le risque d'avoir à mener une guerre².

Cela ne veut en rien dire que nous renonçons à abolir l'armée, à remplacer celle-ci par une politique de paix digne, capable de respecter la vie de chaque être humain, sur toute la planète et d'assurer ainsi l'avenir sans guerre auquel l'humanité a droit et dont elle a besoin.

L'étude scientifique de la paix, sa promotion, mais aussi la prévention de la guerre progressent dans tous les milieux concernés. De nombreuses révolutions non-violentes ont prouvé la force que peut avoir un peuple déterminé et l'existence pour lui de capacités à mener sans violence des transitions importantes. La Suisse n'est pas menacée. Et quand bien même elle le serait, aucune guerre ne saurait en être le remède. Et malgré les apparences (souvent entretenues par les fauteurs de guerres et par une presse avide de nouvelles à chaud), le nombre des conflits et des victimes de la guerre est en baisse constante³. Néanmoins, seuls des efforts de paix soutenus, voulus par l'ensemble de la communauté humaine seront à même de maintenir et d'approfondir plus encore

cette tendance. Former environ la moitié des citoyens mâles⁴ de ce pays aux techniques de la guerre plutôt qu'à la gestion pacifique des conflits ne fait pas partie de ce que nous nommons «des efforts de paix». A cet égard, même si elle ne supprime pas l'armée, notre initiative pour l'abrogation de l'obligation de servir fait progresser la paix et notre but pleinement demeure: voir un jour la Suisse, à l'exemple des pays sans armée⁵, renoncer à son armée. Puisse-t-elle ne pas être le dernier pays à le faire!

J'encourage toutes les personnes de bonne volonté à signer et à soutenir l'initiative pour «l'abrogation du service militaire obligatoire» ... et à rejoindre le GSsA!

Christophe Barbey

1 Rapport du Conseil Fédéral sur le service civil, 23.6.2010. Rapport sur l'armée (ersatz) publié sous forme de Powerpoint, 6.6.2010.

2 La permanence du GSsA pour le service civil et les problèmes militaires, avec près de 400 appels ou courriels par année, est bien placée pour connaître le poids du fardeau (et de la détresse parfois) pesant sur les hommes de 18 à 34 ans et donc ce que représente pour eux le fait d'avoir à donner environ une année de leur vie à une armée qui, pour la plupart d'entre eux, n'a pas de sens. Et c'est pourquoi la permanence soutient sans réserve l'initiative, même si elle deviendra alors inutile.

3 www.bippi.org/bippi/menu_left/conflicts.htm; www.humansecuritybrief.info/figures/Figure_3.1.jpg;

4 Militaires recrutés: 66% des hommes en âge de faire l'armée. Commencent effectivement l'école de recrue: 55% d'entre eux. La finissent 43% d'entre eux. Rapport sur le service civil, p. 15s.

5 www.apred.ch



A qui le Groupe pour une Suisse sans armée sert-il la soupe ?

Samedi 17 avril, lors de l'Assemblée Générale suisse du GSSA à Soleure, j'ai été le seul à m'opposer clairement et fermement au lancement de cette initiative dangereuse (vote final 57 pour, 3 contre). Depuis plus de vingt ans, je milite activement au GSSA. C'est la première fois que je dis non sur le fond et sur la forme d'une initiative insensée, puisqu'elle prépare insidieusement à terme la future armée de métier que de nombreux politiques, économistes, industriels et militaires n'osaient pas ou plus proposer ouvertement.

Comment imaginer que ce soit le GSSA qui offre cette possibilité par le biais de sa nouvelle initiative? Certes la conscription obligatoire reste un sujet fondamental de discussion, de réflexion et de remise en question. J'y souscris pleinement, mais pas à 100 à l'heure! Obligation de servir, machisme ambiant, obéir sans réfléchir, etc, les jeunes recrues ont mieux à faire pour construire leur avenir. Proposer brutalement la fin de l'obligation de servir relève du populisme et d'un manque de vision politique. Et ce n'est pas en proposant le maintien d'un service civil volontaire élargi (pour les femmes et les étrangers) que l'initiative se renforce bien au contraire. Je ne vois même pas dans le texte de l'initiative la proposition d'un service civil plus large. Face aux attaques du Parlement et de l'armée contre le service civil dont les effectifs ont triplé rapidement, le GSSA aurait mieux fait de lancer une initiative pour un vrai service civil volontaire, indépendant et ouvert à toutes et tous, étrangers compris. Le travail ne manque pas au GSSA pour préparer et gagner les votations contre l'achat des nouveaux avions de combats et contre les armes à domicile.

S'il va être facile de récolter les signatures et peut-être de gagner la votation, nous perdrons définitivement le service civil. Qui irait encore passer 18 mois au service civil si l'obligation de servir est abolie? Par contre, nous «gagnerons» à terme une **armée de professionnels** que le GSSA et ses alliés auraient combattu de toutes leurs forces il y a peu de temps encore!

Une armée de métier pour qui? contre qui?

Aujourd'hui, l'armée suisse est bien malade, laissons-la dans ses doutes et son marasme. Ueli (Maurer) le Soldat n'est pas éternel au Conseil Fédéral. Son successeur et ses complices pourraient apporter rapidement de sérieux changements sur les objectifs et le rôle de l'armée...Le comble dans cette affaire c'est le GSSA lui-même qui joue au bon docteur en proposant «a new model army» pour le futur. On croit rêver.

Face à une pauvreté croissante, à une immigration en augmentation, à des attaques frontales sur le plan social, sur les solidarités, sur l'éducation et la culture on constate toutes sortes de dérives sécuritaires des politiques actuelles et le renforcement de la droite un peu partout.

Qui donc peut dire aujourd'hui que des mouvements de révoltes populaires et de résistance ne vont pas surgir en Europe? (ailleurs, les révoltes de la faim ont été clairement réprimées). La crise, les crises financières, peuvent amener les populations à se rebeller. La Grèce y a goûté, d'autres pays sont menacés. La Suisse va-t-elle y échapper? Cela a souvent été dit dans nos milieux: les vraies menaces et dangers pour un pays sont la pauvreté et ses injustices sociales, sans oublier l'aggravation de la situation écologique de la planète.

Le GSSA sera-t-il le complice de la construction à terme d'une armée de métier qui organisera la répression à l'intérieur du pays avec

Pour rappel, l'armée de milice a réprimé sa propre population lors des grandes grèves, les antifascistes en 1932 à Genève, les Juras-siens, etc. Qu'advient-il si des citoyens se trouvent face à une armée de professionnels déterminés et payés pour les mater?

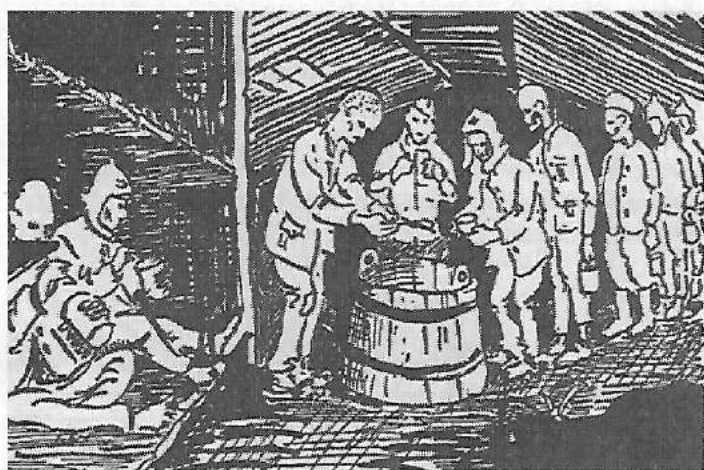
Je me refuse donc d'être un des maillons de la construction de cette armée de métier que le capitalisme n'hésitera pas à mettre en place et à employer, si nécessaire, pour conserver et asseoir son pouvoir.

Une armée de professionnels serait encore plus coûteuse, mais surtout plus efficace et plus dangereuse...Elle sera surtout composée entre autre à la base par des chômeurs qui trouveront là un travail bien rémunéré et des abrutis qui voudront en découdre.

Nous voilà donc bien loin du chemin déjà tracé d'une Suisse sans Armée et d'une politique globale de paix. Le GSSA se tire un coup de fusil dans le pied avant son suicide probable. Comment est-il possible qu'aucune de mes thèses résumées ici n'aient suscité un vrai débat lors de cette AG orchestrée au pas de charge... Je pense hélas avoir assisté à ma dernière AG avec le GSSA.

Avec peine, amertume et regrets, j'ai donné ma démission à cause de cette dérive fondamentale du mouvement pacifiste et antimilitariste auquel j'ai consacré des années de ma vie en tant que militant et secrétaire au GSSA.

Luc Gilly



Distribution de la soupe

toutes les dérives dramatiques possibles **contre la population?, contre les immigrants** trop nombreux aux frontières?, **contre d'autres populations à l'étranger** par de nouvelles missions de collaboration «pour le maintien de la paix»? et in fine une alliance inéluctable avec l'OTAN?

P.S. La proposition de lancer cette nouvelle initiative n'a pas été discutée de manière démocratique en Romandie! L'AG «romande» du 14 mars à Genève n'a attiré que peu de romands (deux hormis les Genevois) vu le lieu décentré proposé et surtout le peu d'explications sur l'enjeu difficile du contenu de cette initiative. Un mois plus tard, le 17 avril, l'AG suisse décidait de lancer tout de suite cette initiative alors que nous devions discuter du lancement éventuel de celle-ci et non de prendre la décision de la lancer.

Réponse aux critiques de Luc Gilly et d'autres:

Abandonnons les réflexes idéologiques au profit d'arguments rationnels !

Nous souhaitons préciser ici quelques points pour dissiper certains malentendus et réfuter des contre-vérités sur cette initiative:

- le GSsA ne propose pas de modèle d'armée mais s'attache, comme il l'a toujours fait, à remettre en cause l'institution militaire, en proposant cette fois d'abolir l'obligation d'y servir, tout en instaurant un service civil volontaire.
- puisqu'elle ne touche pas à l'article 58 de la Constitution fédérale qui stipule que l'armée suisse est «organisée essentiellement selon le principe de l'armée de milice», et qu'elle conserve les alinéas de l'art. 59 sur la compensation de la perte de revenu (des personnes effectuant un service militaire ou civil), l'initiative ne peut être récupérée pour instaurer une armée de métier.
- bien que nullement prônée par le GSsA, l'évolution la plus probable pour l'armée, en cas d'acceptation de l'initiative, serait donc une armée de milice volontaire.
- que cette initiative, par les réactions et le débat qu'elle suscitera, participe indirectement à l'accélération du processus déjà en cours de professionnalisation de l'armée Suisse, ne peut en effet pas être exclu. Comme on ne peut pas totalement exclure que, parallèlement au débat salutaire pour notre société qu'a suscité l'initiative de 1989, cette dernière a aussi poussé l'élite politico-militaire à entreprendre des réformes de modernisation de l'armée...
- d'un point de vue pacifiste et antimilitariste, qu'elle soit organisée selon un système de conscription, professionnelle ou composée de miliciens volontaires, l'armée reste «qualitativement» tout aussi néfaste et dangereuse. Elle a en outre toujours été au service du

pourvoir (quand elle ne l'a pas pris elle-même), et rien ne prouve que le risque de son utilisation pour la répression à l'intérieur des frontières ou pour des missions à l'étranger, augmente si l'armée est constituée uniquement de professionnels.

- supprimer la conscription nous donne l'occasion de gagner quantitativement sur l'armée, en réduisant massivement le nombre de citoyens enrôlés dans ses rangs, et donc sa taille. Quant à savoir si cette armée réduite coûtera plus ou moins cher qu'actuellement, c'est là avant tout une question de choix politique. Mais le message qui ressortirait d'une éventuelle acceptation de cette initiative serait que l'armée ne représente plus une priorité pour la population, aussi tout projet d'augmentation du budget de la défense aurait peu de chances de passer la rampe.
- si le texte qui demande aussi la création d'un service civil volontaire, ne précise pas que ce dernier doit être ouvert aux femmes et aux étrangers, c'est pour permettre de développer et d'approfondir encore le concept de service à la communauté. Mais il paraît évident que le principe constitutionnel d'égalité homme/femme, ainsi que celui de non discrimination à l'égard des étrangers seront respectés par la loi d'application.
- ce service civil volontaire n'étant plus un ersatz du service militaire, il n'y a aucune raison de penser qu'il durera toujours 18 mois et qu'il ne sera donc pas assez attractif. Il y a par contre fort à parier que son ouverture à toute la population - il n'est actuellement accessible qu'aux hommes déclarés «aptes» à l'armée - permette une forte augmentation du nombre de volontaires.

Secrétariat romand du GSsA

Brèves:

Paix - non-violence

La «quinzaine pour la paix et la non-violence» aura de nouveau lieu cette année entre le 20 septembre et le 2 octobre. Pour annoncer des événements ou y joindre vos efforts, contactez : aaapaix@bluewin.ch

Militaires appréciés

L'association suisse d'assurances (ASA) a publié le 20 mai un communiqué selon lequel elle valorise la formation supérieure militaire. Nous devons dénoncer le caractère discriminatoire et sexiste de cette approche. En s'appuyant sur l'armée et en misant sur des formations presque exclusivement réservées aux hommes, les assureurs accentuent encore les disparités entre les femmes et les hommes sur le lieu de travail au lieu de les réduire (Courriel reçu à la permanence, merci!).

Permanence: Attention l'armée teste vos consciences!

Le rapport sur le service civil est paru. La preuve par l'acte, introduite en avril 2009 a fait «ses preuves» les demandes de service civil ont quintuplé. Pour le moment, le système est maintenu. Nous savons maintenant pourquoi, en plus de l'effet dissuasif, toute personne faisant une demande depuis l'armée devra en théorie subir un délai d'attente de 4 semaines avant de pouvoir quitter l'armée. Ce délai a pour but de vérifier votre conflit de conscience et de vous convaincre de ne pas quitter l'armée. Évitez donc à tout prix de faire vos demandes de service civil depuis l'armée! Si, malgré tout, vous n'avez pu vous y

prendre plus tôt, sachez que le conflit de conscience est basé sur deux impératifs: le respect de la vie ou le refus de tuer (c'est pareil, mais le premier est plus positif) et l'impossibilité de résoudre les conflits par la violence. Si vos supérieurs essayent de vous convaincre de rester, c'est un combat inégal mais facile à gagner pour vous, et dès qu'ils ont compris ils vous laissent partir. Alors tenez bon! Si besoin: appelez-nous! La permanence est ouverte le mardi de 12h à 14h au 022 344 13 81 et au 079 52 35 74 pour les urgences.

Pour plus d'information:

<http://www.gssa.ch/spip/spip.php?article138>

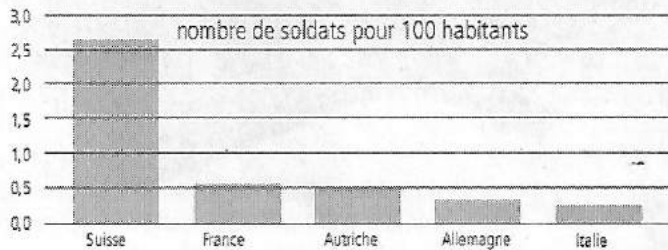
Le GSsA est désormais sur facebook: «GSsA, Suisse sans armée» et ça plaît! Venez nous rejoindre.



Bref argumentaire en faveur de l'initiative:

Une armée de masse, surdimensionnée et inutile

L'époque des armées de conscription est révolue, la plupart des pays européens ayant supprimé le service militaire obligatoire et réduit drastiquement leurs troupes. Les principales menaces actuelles pour la sécurité et la paix sont liées aux dérèglements climatiques, aux injustices sociales, et à la raréfaction des ressources naturelles. L'armée n'est d'aucune aide face à ces problèmes qui appellent des solutions civiles. Les effectifs de l'armée suisse doivent donc être massivement réduits, au lieu d'être engagés dans la préparation de pistes pour les compétitions de ski, l'encadrement d'événements internationaux ou la circulation; autant de tâches pour lesquelles l'équipement militaire est superflu.



Un énorme gaspillage de ressources

L'armée telle qu'elle existe en Suisse coûte plus de 8 milliards de francs par an (env. 4.5 Mia. pour le budget défense et l'armement + 4 Mia. en assurance perte de gain et en manque à gagner pour l'économie du pays). Elle accapare ainsi des ressources humaines et financières qui pourraient être investies de façon utile pour la société, notamment dans l'éducation, la santé, la promotion civile de la paix et la lutte contre les effets du changement climatique. Supprimer la conscription permettra de réduire non seulement la taille mais aussi le coût de l'armée.

Une atteinte aux libertés fondamentales

Pour beaucoup de conscrits, les obligations militaires compliquent inutilement leur formation, leur parcours professionnel ou leur vie familiale. En imposant le service militaire aux jeunes hommes, on leur apprend avant tout à exécuter des ordres au lieu de les encourager à penser par eux-mêmes. De plus, le système de conscription confère à l'État le pouvoir de contraindre l'individu à participer aux guerres, alors qu'il serait plus responsable de collaborer davantage pour prévenir les conflits ou leur trouver des solutions non-violentes. Mettons fin à cette obligation indigne d'une société libre et démocratique!

Un système discriminatoire

Aujourd'hui, seuls env. 30% des hommes suisses effectuent la totalité du service militaire. Nombreux sont ceux qui parviennent à se faire réformer ou qui sont déclarés inaptes, mais doivent alors payer une taxe jugée discriminatoire par la Cour européenne des droits de l'homme. Ceux qui font une demande de service civil sont pénalisés par une durée d'engagement une fois et demie plus longue. Ces inégalités de traitement n'ont pas lieu d'être, et il est temps de permettre aux femmes comme aux hommes de servir la société de façon utile. L'abrogation du service militaire obligatoire rendra cela possible en instaurant un service civil volontaire ouvert à toutes et tous, ainsi qu'en supprimant la taxe militaire.

Fin de la conscription, et ensuite ...?

Personne ne pourra être contraint d'effectuer un service, militaire ou civil. Le principe de milice inscrit dans la Constitution empêche la création d'une armée de métier mais n'exclut pas une armée de milice volontaire, réduite en taille et coûtant moins cher. Le service civil sera conçu de manière totalement indépendante du service mi-

litaire et sera ouvert, sur une base volontaire, aux femmes comme aux hommes.

Réponses aux questions fréquentes:

Le GSsA ne cherche-t-il pas de nouveau à abolir l'armée?

Le but du GSsA reste la promotion de la paix par le désarmement. La suppression de la conscription permettra déjà de réduire la taille de l'armée en Suisse et ses nuisances pour la population et l'environnement, tout en revalorisant le service civil.

Cette initiative ne mène-t-elle pas à une armée de métier?

Non, car le principe d'armée de milice reste inscrit dans la Constitution (art. 58), tout comme la compensation pour la perte de revenu. Par ailleurs, le GSsA ainsi que d'autres forces politiques restent fermement opposés à l'armée de métier.

Qu'advient-il du service civil?

Il sera maintenu et élargi sous la forme d'un service civil volontaire, ouvert aux femmes comme aux hommes résidant en Suisse. Il ne sera plus considéré comme un service de remplacement, mais valorisé comme un service indépendant du service militaire.

Qu'advient-il de la protection civile?

La protection civile sera maintenue, mais devra être réorganisée.

Un service - militaire ou civil - obligatoire pour tous ne serait-il pas préférable?

Il serait contraire aux traités sur les droits de l'homme ratifiés par la Suisse, qui interdisent le travail forcé. Un engagement personnel volontaire est en outre de bien meilleure qualité que s'il est imposé.

Qu'est-ce qu'une milice volontaire?

Une armée constituée de soldats qui, comme aujourd'hui, ont aussi une activité professionnelle civile.

Ne risque-t-on pas d'obtenir une armée de «Rambos» si le service militaire devient volontaire?

Le problème des rambos dans l'armée se pose déjà aujourd'hui, et doit être traité indépendamment du problème de la conscription. Les individus particulièrement enclins à la violence ne devraient pas pouvoir intégrer l'armée et avoir accès à du matériel militaire.

Qu'advient-il de la taxe militaire?

Elle sera supprimée.

Quand l'initiative entrerait-elle en vigueur?

Les dispositions transitoires de l'initiative donnent un délai de cinq ans pour introduire le nouveau système.



Dépenses militaires:

Combien coûte l'armée suisse ?

Le service militaire obligatoire est coûteux

Un montant d'environ 4,5 milliards de francs d'argent public est dépensé chaque année pour l'armée. En se basant sur une productivité de 70 francs par heures, les quelques 6,5 millions de jours de service effectués coûtent à notre économie environ quatre milliards de francs de manque à gagner. L'armée dévore donc des ressources que d'autres domaines nécessiteraient urgemment. Ces moyens pourraient être utilisés par exemple pour les services sociaux, la formation, la lutte contre le changement climatique ou la promotion civile de la paix. Avec l'abolition du service obligatoire, l'armée ne devient pas seulement plus petite, mais aussi plus adéquate.



Coût total de l'armée

Le coût total économique de l'armée suisse se compose à la fois des dépenses budgétaires régulières et directes et de dépenses «extra» indirectes. En 2009, la Confédération a dépensé 4,413 milliards de francs pour la défense nationale du territoire (ne prend pas en compte la protection de population). À cela s'ajoutent 44,7 millions pour l'assurance militaire. Il faut encore y ajouter les intérêts de la dette publique, sachant qu'en 2009 notre pays a dû payer au total 3,255 milliards d'intérêts. La part d'intérêts revenant à la défense nationale est de 7,8 pour cent, ce qui signifie quelques 253 millions de francs. Enfin, il y a également des dépenses pour l'armée dans les cantons et les municipalités. L'administration fédérale des finances a estimé ces frais, en 2005, à environ 68 millions pour les cantons et environ 21 millions pour les municipalités.

fois moins qu'un soldat des Casques bleus pour une fonction similaire. En outre, des membres d'un corps civil de paix bien formés agissent souvent à leur retour de manière plus efficace dans leur environnement privé et professionnel.

Dépenses budgétaires de l'armée 2009:

Défense nationale	4'413 mio
Dépenses des cantons et communes (2005)	89 mio
Assurance militaire	45 mio
Intérêts de la dette	253 mio
Total	4'800 mio

...la lutte contre la pauvreté, la faim et l'injustice sociale

Plus de 1'500 milliards de dollars ont été dépensés par les gouvernements dans le monde entier pour l'armement en 2009 (selon le rapport annuel de l'institut pour la paix «SIPRI» à Stockholm). C'est une hausse de près de 49% par rapport à 2000. Pour réduire de moitié la pauvreté sur notre planète, il faudrait, d'après la Banque mondiale, 60 milliards de dollars par an. Cette mauvaise gestion des priorités a des conséquences : l'institut de recherche SIPRI souligne par exemple que davantage de ressources pour l'aide au développement « n'améliorerait pas seulement les conditions de vie, mais renforcerait indirectement aussi la sécurité internationale ». Pendant que la Suisse dépense des quantités énormes pour l'armée, elle n'est paradoxalement toujours pas en mesure d'augmenter son engagement dans la coopération au développement. Elle ne concrétise ainsi pas les contributions minimales exigées de l'ONU pour la coopération au développement correspondant à 0,7% de son produit intérieur brut.

...les prestations sociales

Les prestations sociales en Suisse sont mises sous pression. On veut démanteler l'assurance chômage, on économise sur l'assistance sociale et on fait planer la menace à moyen terme des caisses vides pour l'AVS et l'AI. Pourtant en Suisse, nous avons largement les moyens d'offrir une sécurité sociale qui garantisse des conditions d'existence dignes à tous les habitant-e-s. Pourtant il semble partout manquer de l'argent. Si l'armée ne dilapidait pas ainsi inutilement toutes ces ressources, nous pourrions assurer une bonne sécurité sociale et contribuer de manière efficace à la cohésion sociale dans notre pays.

L'armée occasionne cependant des frais extra-budgétaires en sus des coûts mentionnés ci-dessus. Il est par exemple incontesté que l'économie ne reçoit pas une pleine compensation pour les absences répétées des appelés à l'armée. On évalue ces pertes économiques à quelques 4 milliards de francs. D'autres coûts d'opportunité sont induits par l'impossibilité d'utiliser les sols réquisitionnés par l'armée. Si l'État vendait la surface de sol utilisée par la défense nationale et investissait sur la base de ces revenus au travers d'obligations d'Etat avec un rendement de 3%, ce serait chaque année 135 millions qui pourraient être gagnés.

Les frais effectifs de l'armée ne s'élèvent ainsi pas à ces 4,5 milliards de francs comme on l'affirme toujours, mais à plus du double ! En 2009, ce sont environ 6,5 millions de jours de service qui ont été effectués: un jour coûte ainsi environ 1500 francs par soldat.

Dépenses budgétaires	4'800 mio
Dépenses extra-budgétaires	4'135 mio
Total des coûts économiques de l'armées en 2009	9'934 mio

Plus d'argent pour ... la promotion civile de la paix civile

Beaucoup de conflits pourraient être résolus de manière préventive sans usage de la force militaire. Mais, alors que des centaines de milliards sont dépensés pour se préparer à la guerre, l'argent manque fréquemment pour la promotion civile de la paix. Les coûts d'un service civil volontaire pour la paix civile sont comparativement assez faibles. D'après des calculs de l'organisation «Peace Brigades», un prestataire offrant des services civils pour la paix coûte environ dix

... la lutte contre le changement climatique

Les changements climatiques ont des incidences importantes sur les politiques de sécurité. Aussi bien le Groupe d'experts intergouvernemental de l'ONU pour le climat (GIEC) que le Conseil consultatif allemand sur le changement climatique mettent en garde contre «un changement écologique global» (WBGU) qui pourraient avoir des conséquences fatales pour la sécurité régionale comme internationale. Les pays pauvres et peu stables sont plus particulièrement concernés par ces changements climatiques: effondrements de la production agricole, graves intempéries et mouvements de migration toucheront durement leur développement socio-économique. Et il est

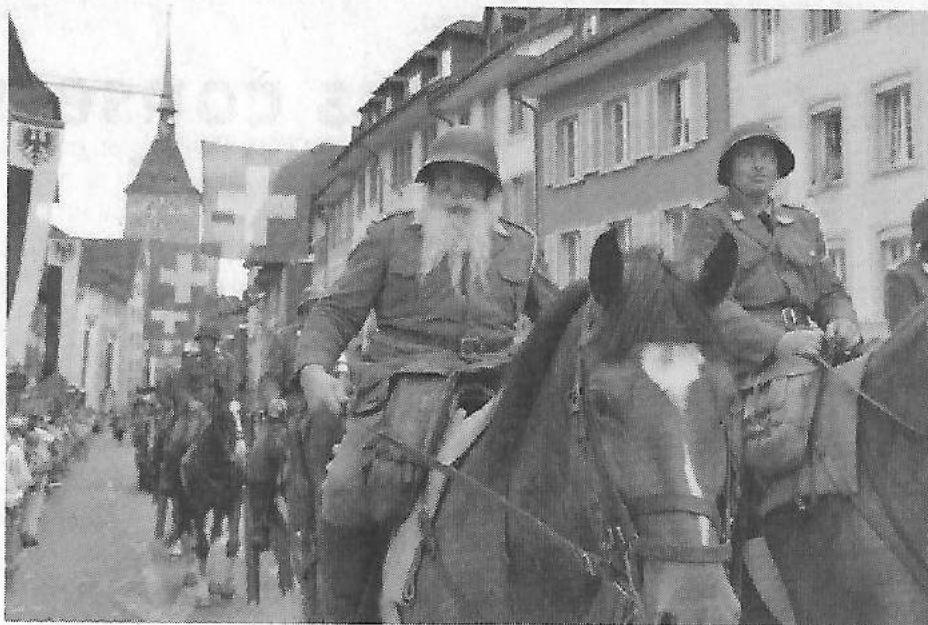
bien connu que l'accroissement de la pauvreté augmente considérablement les risques de conflits. En Suisse et dans le monde, les budgets militaires devraient être réaffectés dans les politiques de protection du climat.

... les énergies renouvelables

Beaucoup d'économies, y compris la Suisse, sont aujourd'hui fortement dépendantes du pétrole. Si l'humanité ne trouve pas rapidement de nouvelles formes d'approvisionnement en énergies renouvelables, la menace de conflits autour du pétrole va considérablement augmenter. La Suisse doit faire son maximum pour limiter l'avènement possible de conflits autour des ressources naturelles, en encourageant notamment des formes d'énergie alternatives, contribuant ainsi à diminuer sa dépendance mondiale au pétrole.

... la formation

La formation est un investissement essentiel pour l'avenir. Elle représente l'une des ressources les plus importantes de la Suisse. Elle est aussi une base fondamentale pour l'intégration et l'égalité des chances. Elle rend possible une participation active à la vie sociale et favorise l'accession à de bonnes conditions de vie. La réorganisation de la prérequalification financière sur le plan national a eu pour conséquence que les investissements pour des aides en matière de formation ont baissé de 40% à 9% entre 1990 et 2008. Et puisque que les cantons ne veulent pas compenser cette baisse, la somme totale des aides à la formation a diminué (en tenant compte de l'inflation) de 27% depuis 1993. Des investissements dans des salaires sont des investissements dans la formation des jeunes générations.



L'armée de masse comme au musée vivant: la cavalerie helvétique au défilé de la fête fédérale de tir, Aarau, 4 juillet 2010



Le chef de l'armée Blattmann, en gracieuse compagnie, salue le passage de la vaillante cavalerie helvétique (voir photo en haut). Fête fédérale de tir, Aarau, 4 juillet 2010

Appel pour la réaffectation des dépenses militaires au secteur civil

En automne 2008, le Bureau International de la Paix lançait un appel qui reste d'actualité, alors que les dépenses militaires ont atteint un nouveau record en 2009. Voici les cinq mesures identifiées comme permettant d'amorcer le changement nécessaire dans les priorités budgétaires des Etats. L'initiative pour la suppression de la conscription s'inscrit dans cette même logique de réduction de la taille et des coûts engendrés par l'armée.

- Chaque gouvernement devrait reconsidérer ses doctrines et politiques de défense, et adopter une approche pro-active de sécurité humaine qui donne moins de poids à la force militaire et plus d'importance à la prévention des menaces pour la sécurité quotidienne de tous.
- Il devrait aussi examiner – par un processus démocratique – les secteurs absorbant

des dépenses militaires excessives et qui pourraient être réduites sur une période de 5 ans, par exemple.

- Il devrait rechercher des voies permettant de réaffecter les montants économisés à une série de programmes économiques et sociaux, au profit des communautés les plus pauvres, dans le pays comme à l'étranger.

- Il devrait encore s'assurer qu'une portion fixe des ressources retirées au secteur militaire soit attribuée à un fonds multilatéral pour l'atténuation des effets et l'adaptation au changement climatique global.

- Il devrait enfin explorer des propositions spécifiques comme l'Option 10%, une initiative uni- ou multilatérale visant la conversion systématique de 10% des dépenses militaires en investissements pour le développement social, dans le but de combattre la pauvreté.

Vous trouverez l'Appel du BIP dans son entier sous: http://ipb.org/i/pdf-files/Appel_French.pdf

La cuirasse des conservateurs sera dure à percer !

L'initiative qui demande un meilleur contrôle des armes à feu dans notre pays, ainsi que la conservation des fusils d'assaut dans les arsenaux et non plus dans les foyers passera probablement en votation en février 2011. Il ne reste donc que peu de temps pour faire entendre nos arguments face aux défenseurs de traditions meurtrières.

«Le problème ne vient pas des armes mais des personnes qui les utilisent mal», dit-on à droite pour disqualifier l'initiative. Nous pensons, et c'est statistiquement prouvé, que c'est surtout la profusion des armes dans notre pays, et leur présence au domicile de gens qui n'en auraient pas si ce n'était imposé par l'armée, qui fait de la Suisse le pays en Europe ayant la plus forte proportion de suicides commis avec des armes à feu. Les opposants ajouteront alors cyniquement que, sans ces armes, les personnes voulant vraiment se suicider trouveront d'autres moyens.

Sans doute, mais il y a aussi beaucoup d'individus qui renonceraient à passer à l'acte s'ils n'avaient pas sous la main quelque chose leur garantissant une mort immédiate et un faible risque d'échec.

Il ne s'agit cependant pas que de suicides, puisque des meurtres mais aussi des menaces de certains hommes qui pointent leur arme de service sur leur familles, pourraient être évités si l'accès aux armes à feu était restreint. Cette initiative n'empêchera certes pas les forcenés de commettre des crimes,

mais elle permettra déjà de réduire sérieusement le risque «d'accidents». Dans plusieurs pays, un renforcement des lois sur les armes a permis d'améliorer la sécurité, alors pourquoi se priver d'un progrès similaire en Suisse?

Rappelons que l'initiative ne pénalise ni les tireurs sportifs, ni les chasseurs ou les collectionneurs, soit toute personne pouvant justifier d'un besoin et des capacités nécessaires à la possession et au maniement d'armes à feu. Pourtant, les nombreuses sociétés de tir craignent de perdre des adeptes si la procédure pour l'acquisition d'une arme se complique un peu. Elles ont cependant plus de souci à se faire avec notre nouvelle initiative pour la suppression de la conscription, qui les privera des subsides de l'armée pour les tirs obligatoires, sans lesquels beaucoup d'entre elles ne pourraient pas tourner.

Rendons à l'armée ce qui est à l'armée!

Malgré la possibilité qui leur est offerte de déposer gratuitement leur «arme personnelle» à l'arsenal, rares sont les recrues et réservistes qui prennent la peine de le faire entre chaque tir obligatoire ou cours de répétition. Quelques personnes nous ont pourtant contactés pour faire une action médiatique de remise des armes militaires. Pour participer, rejoignez le groupe «Rendons l'arme de service!!!» sur Facebook.

Frédéric Durand



Pour les parlementaires bourgeois, mieux vaut enterrer un être humain qu'une arme! (action du GSoA sur la Place Fédérale lors du débat au Conseil national sur l'initiative le 17 juin 2010 - photo: GSoA)

Si Maurer devait dire oui, le peuple pourra dire non !

Après plus d'un an d'atermoiement, le ministre de la défense se voit maintenant forcé de trancher. Sa décision devrait tomber en août ou septembre, mais il faut nous préparer à ce qu'il use de nouvelles ruses pour faire encore traîner le dossier.

Les dernières rumeurs colportées dans les médias parlent d'un achat possible de 22 appareils, alors qu'en début d'année était évoqué le nombre de 12 avions, à cause du manque d'argent. C'est d'ailleurs toujours sur ce point que Ueli Maurer insiste, soit pour évacuer les interrogations sur la nécessité pour le pays de nouveaux avions de chasse, soit parce que cela lui permettra de renoncer finalement sans en avoir l'air à cet achat qui pour lui n'est pas prioritaire et qu'il

sait impopulaire. C'est ainsi qu'il propose, pour réunir les 2 à 3 milliards de francs nécessaires à la seule acquisition (on sait que l'entretien, l'utilisation et la modernisation des avions se chiffrera en milliards supplémentaires), de demander au parlement un crédit spécial. Crédit dont il sait d'avance qu'il ne sera pas accordé à cause du frein à l'endettement. Les récents scandales révélant que l'armée paie grassement ou doublement certains mandataires, ne devraient pas non

plus aider à convaincre le public qu'il faille déboursier d'avantage pour cette institution...

Les avions de combat dernier modèle ne sont donc pas prêts d'être livrés en Suisse, mais si le gouvernement devait s'obstiner, nous voterions au plus tard à l'été prochain. Il faudra donc se tenir prêt pour cette campagne aussi!

Frederic Durand

Missions de l'armée:

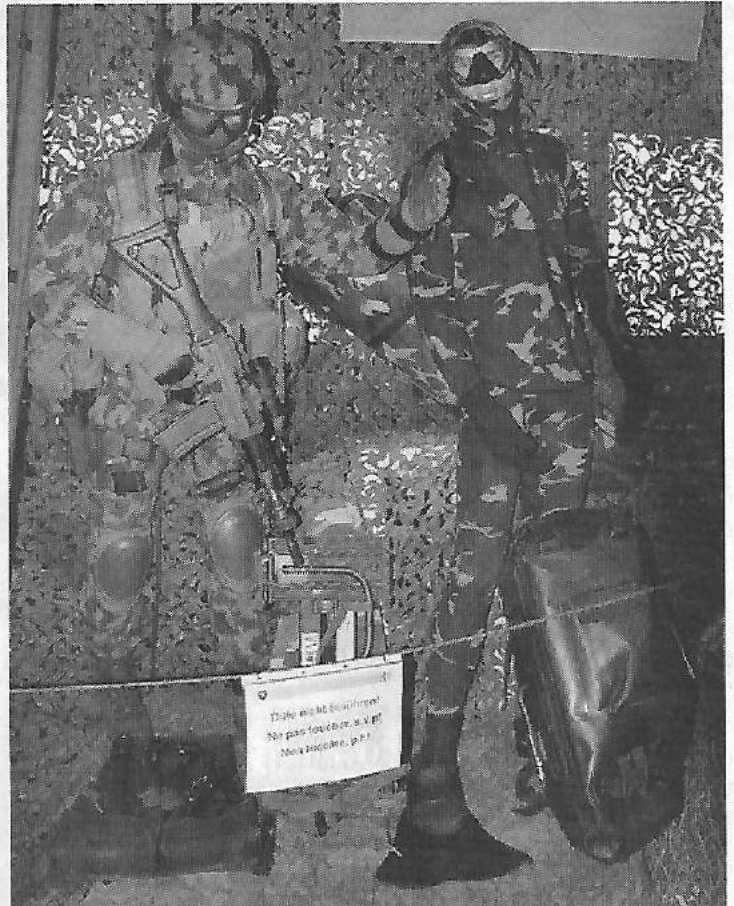
Pourquoi envoyer nos Rambos en Libye ou ailleurs, sinon pour justifier le maintien de l'unité d'élite ?

Que ce soit dans le cadre de la mission «Atalante» au large des côtes somaliennes ou pour exfiltrer les deux otages suisses retenus en Libye, il a été plusieurs fois question d'envoyer nos troupes d'élite sur le terrain...

Malgré d'après débats et en dépit du soutien inconditionnel de certains partis, l'opération Atalante n'a pas passé la rampe au parlement fédéral. Comme d'habitude avec l'armée, ce fut beaucoup d'agitation dans le vide pour n'aboutir sur aucune conclusion claire quant à l'avenir des missions qu'on lui confie.

Dans le cas de la Libye, les frasques de notre armée restent floues. Les récentes informations du gouvernement confirment que des opérations militaires pour exfiltrer les otages suisses ont bel et bien été envisagées à deux reprises. Deux mandats au moins ont été donnés à l'armée pour délivrer Max Göldi et Rachid Hamdani, a reconnu Micheline Calmy-Rey. Selon certaines sources, il pourrait même s'agir en tout de quatre opérations qui auraient été imaginées et planifiées: utiliser l'avion de l'ambassadeur suisse en Libye, organiser une sortie par la mer à l'aide d'un sous-marin ou encore recourir aux services d'une entreprise de sécurité privée.

Tout avait commencé lorsque le fin connaisseur du monde militaire, Didier Burkhalter, alors encore conseiller aux Etats, déclarait tout fier que «les soldats du DRA10 sont parfaitement capables d'intervenir dans le golfe d'Aden ou en Libye». Il soutenait aussi que «ces soldats sont très bien formés et parfaitement équipés pour mener des opérations d'exfiltration. La question n'est pas militaire, mais politique». Ce n'était pas une idée en l'air puisque certains affirment même que Micheline Calmy-Rey aurait pris seule l'initiative de cette mission d'intervention. Pourtant, de telles opérations doivent obtenir l'aval du Conseil fédéral dans son ensemble, ou pour le moins du ministre de la défense et du chef de l'armée.



Si elles restent empaillées, ces troupes d'élite feront moins de dégâts (photo: Wikimedia Commons)

Au-delà de ce nouvel épisode navrant de non collégialité et de cafouillage autour de l'armée, l'affaire de la Libye révèle encore une fois l'absence totale de vision et l'impasse dans laquelle nos décideurs se trouvent depuis plusieurs années. La droite «centriste» et une partie de la gauche tiennent à cette armée moderne, effectuant des missions à l'étranger, comme ici en Libye, car elle sait qu'il n'y a pas trente-six mille autres tâches à donner à nos militaires. De même, une partie de la population suisse reste toujours dans l'espoir de voir un jour l'armée intervenir, rêvant en l'occurrence de voir nos Rambos aller «casser la gueule» de Kadhafi.

De l'autre côté, une droite dure, psychorigide, cramponnée à son fusil d'assaut, qui continue de militer pour une armée de défense classique du territoire - alors qu'il n'y a bientôt plus un spécialiste militaire pour cautionner cette stratégie - invoque l'indé-

pendance de notre patrie pour refuser toute intervention à l'étranger. Une position qui bloque le processus de modernisation. Ajoutez la gauche anti-militariste et vous avez une impossibilité totale de trouver un accord sur le devenir de nos soldats.

Une chose est sûre, recourir à une unité d'élite de l'armée pour exfiltrer les otages aurait dangereusement envenimé la situation et, sans doute, provoqué des représailles de la part du dictateur libyen. Il est clairement absurde de maintenir un détachement de rambos qu'on ose finalement pas employer de peur qu'ils n'aggravent les choses. Le DRA10 n'a donc aucun avenir, pas plus que notre armée n'a pas d'ennemis pour légitimer son existence. Q'attendons-nous pour supprimer l'un comme l'autre?

Gaëtan Morel

Le DRA10
Le détachement de reconnaissance de l'armée 10, unité créée en août 2007, est composé de soldats professionnels. Il est l'élite du corps des grenadiers et doit permettre à la Suisse de disposer de forces spéciales à part entière, susceptibles d'intervenir là où les intérêts du pays sont menacés. Chaque année, 400 candidats veulent intégrer le DRA10, mais moins de 2% y arrivent. Les exigences sont élevées : maturité ou formation équivalente, maîtrise d'une deuxième langue nationale et de l'anglais, excellente condition physique, grande résistance psychique et disponibilité pour des engagements à l'étranger. A l'heure actuelle, le DRA10 dispose d'une quarantaine de soldats. Ses soldats d'élite suivent dans leur instruction de base des cours de combat rapproché et de survie, mais aussi de droit, d'anglais, de psychologie et d'ethnologie.



Détail piquant de la journée: c'est un Conseiller administratif capitaine à l'armée qui a fait l'ouverture de cet événement pacifiste! (photo: GSSA)

Making Peace ou faire la paix en images

Le GSSA a participé à l'inauguration, le 6 juin dernier devant le Palais Wilson à Genève, de l'exposition «Making Peace» - un hommage aux personnes ayant apporté leur pierre à l'édifice de la paix, et l'occasion de commémorer le centenaire de l'attribution du Prix Nobel au Bureau International de la Paix (BIP).

Alors que le Musée de la Croix Rouge proposait une exposition sur l'«Humanité en guerre», le BIP a permis aux nombreux promeneurs de Genève et d'ailleurs déambulant le long du quai Wilson, de voir durant tout le mois de juin qu'il existe aussi une humanité assoiffée paix, et luttant par des moyens non-violents pour la construire. Une

sélection de 120 photos grand format, toutes plus évocatrices les unes que les autres, présentait en effet les cinq éléments nécessaires à la construction d'une paix durable: désarmement et non violence, prévention et résolution des conflits, justice économique et sociale, droits humains et démocratie, environnement et développement durable.

Si les ressources nécessaires sont trouvées, cette exposition devrait voyager à travers le monde, notamment dans les écoles et devenir accessible sur Internet: www.making-peace.org

Frédéric Durand

L'OTAN et les seigneurs de guerre

Le changement de commandant en chef ne va pas corriger la fausse route. La statistique est impressionnante. Le 7 juin 2010 commençait le cent-quatrième mois de la guerre en Afghanistan qui dure ainsi plus longtemps que la guerre des Etats-Unis au Vietnam, la plus longue de l'histoire étasunienne. De plus, le 7 juin, il y a eu douze soldats occidentaux tués; c'était le jour le plus meurtrier pour les troupes de l'OTAN depuis octobre 2009. Au mois de mai 2010, le nombre de soldats US tués en Afghanistan a dépassé le millier, et en juin l'armée britannique comptait son trois-centième mort dans cette guerre.

Les statistiques sont assez précises de ce côté-ci de la guerre, même si d'autres sources font état de chiffres un peu plus grands. Les victimes du côté afghan sont enregistrées de manière beaucoup moins exacte. L'ONU fait état pour 2009 de 2'412 victimes civiles afghanes, dont 346 enfants. Des sources locales rapportent des chiffres en partie nettement supérieurs, alors que la Commission indépendante pour les droits humains en Afghanistan souligne que ses données concernent uniquement les territoires auxquels elle a accès. Les chiffres réels sont donc encore plus importants. Cela est confirmé aussi dans le rapport présenté à la mi-juin par le secrétaire général de l'ONU. Ce rapport affirme que les augmentations des effectifs des troupes étasuniennes et la réponse des Talibans à ces augmentations ont eu l'effet d'une nouvelle montée «dramatique» du niveau de violence: lors des six premiers mois de 2010 il y a eu plus de morts en Afghanistan que dans toute l'année 2009, et cela malgré la stratégie du jusqu'à alors commandant en chef US Stanley McChrystal. Ce général a été limogé à la fin du mois de juin en raison de ses déclarations méprisantes sur les responsables politiques étasuniens.

Sous McChrystal, qui avait assumé le poste de commandant suprême en juin 2009, les troupes US auraient dû s'occuper avant-tout de la protection des populations civiles et non plus en priorité de la chasse aux Talibans. Puisque cette intention ne s'est pas concrétisée dans la réalité de la guerre, la population afghane voit les troupes de l'OTAN commandées par les Etats-unis toujours plus comme des troupes d'occupation et non pas comme des troupes les libérant du joug des Talibans. Depuis leur chute, la situation ne s'est pas améliorée de manière significative pour la majorité de la population, parce que la hausse du coût de la vie n'est pas compensée par les faibles augmentations des revenus. En même temps, des parties du clergé islamique encouragent le sentiment anti-occidental. Début juin, elles ont organisé dans plusieurs villes des manifestations contre des oeuvres d'entraide chrétiennes auxquelles est reproché de vouloir, sous couvert d'action humanitaire, convertir des Afghans au christianisme. Mais plus déterminant est le fait que les anciens commandants de la guerre civile, qui ont tous gardé leurs armes, profitent du chaos.



Ils accusent ceux qui les critiquent d'être des ennemis de l'islam et occupent graduellement des positions clé dans l'économie et dans la politique. En effet, les lignes de front ne sont pas aussi claires qu'il n'y paraît. Certains chefs des milices anti-Taliban qui disposent d'importants arsenaux et des fournisseurs d'armes importants en Asie Centrale vendent du matériel de guerre aussi aux combattants du mullah Omar. L'ancien président Burnahuddin Rabbani, qui conduisait il y a quelques semaines la grande assemblée de paix à Kaboul, avait lancé il y a quelques années déjà des appels à ses subordonnés afin qu'ils gardent leurs armes «pour le prochain Jihad» contre les «infidèles de l'Ouest». Du moins idéologiquement, lui et d'autres seigneurs de guerre dans les rangs gouvernementaux sont déjà proches des Talibans. Ces mêmes personnages concluent toutefois des affaires aussi avec les «infidèles» haïs. C'est ici que le cercle se referme. Puisqu'ils dominent le marché des terrains à Kaboul et dans d'autres villes, ils sont les seuls à pouvoir offrir des immeubles qui disposent de standards pas trop éloignés des occidentaux, avec les installations de sécurité correspondantes. Ainsi les agences et les ambassades de l'ONU louent des villas qui ont presque certainement été construites avec l'argent du trafic de la drogue. Et des milices qui auraient dû être désarmées depuis longtemps protègent les convois de ravitaillement pour les bases de l'OTAN à travers tout le pays. Toutes ces informations sont contenues dans un rapport de 73 pages «Warlords Incorporated» («Seigneurs de guerre S.A.») présenté en juin par

un comité du Congrès US, mais qui a passé inaperçu suite à la tempête qu'a accompagnée la démission de Mc Chrystal. A l'exception de quelques «liberals» du camp démocrate, personne n'a réagi à Washington.

Ce n'est pas surprenant: McChrystal tout comme son successeur Petraeus fréquentent régulièrement les seigneurs de guerre. McChrystal avait visité à Spin Boldak, sur la frontière avec le Pakistan, le commandant Abdul Razaq qui y exerce la fonction de chef de la police de frontière, tout en étant le plus grand contrebandier de drogue... De son côté Petraeus a visité Ahmad Wali Karzai, le frère du président qui est impliqué dans d'innombrables affaires illégales (cf. *Le Monde diplomatique*, ed. en allemand, juin 2010).

Le président Obama a de toute manière souligné que le remplacement de McChrystal par Petraeus concernait des personnes mais n'aurait pas comporté un changement de politique. On va donc continuer de collaborer avec les seigneurs de guerre même si leur immunité de facto sape ces mêmes institutions qu'on essaie de construire: la police, la justice et un Etat qui lève aussi des impôts sur des activités économiques légales. Continuer à miser sur les seigneurs de guerre comme le font les occidentaux constitue la meilleure recette pour l'échec en Afghanistan. Il est certain que ce n'est pas ainsi qu'on arrêtera la faillite de l'Etat afghan.

Des impôts pour la paix pas pour la guerre !

A l'heure où l'objection de conscience acquiert progressivement une reconnaissance universelle, la question se pose de savoir si elle peut aussi s'appliquer aux budgets militaires ou aux impôts de guerre.

D'un point de vue éthique, préparer ou faire la guerre soi-même ou payer pour que d'autres le fassent ne présente pas de différence majeure si l'on entend, pour des motifs de conscience, refuser de tuer son semblable ou de résoudre les conflits par la violence. Que l'on tue personnellement ou avec son argent revient alors au même et il y a de plus en plus de gens de par le monde qui ne peuvent s'y résoudre¹ et voudraient voir leur argent utilisé pour la construction de la paix².

En Suisse, le débat n'est pas nouveau³. L'ancienne taxe militaire (actuelle taxe d'exemption de l'obligation de servir) a été refusée par de nombreux objecteurs, condamnés chaque année à une semaine ou plus de prison, à la saisie de la somme réclamée et aux frais⁴. L'introduction du service civil dans les années 90, ainsi que des modifications de la loi sur la taxe militaire (en particulier l'introduction de l'amende plutôt que la peine de prison) ont pour une part épuisé ce débat.

Il mérite toutefois d'être relancé, pour plusieurs raisons qui concernent tout autant la taxe d'exemption que le budget général de la Confédération.

D'abord la taxe d'exemption a fait l'objet d'un jugement sévère et unanime de la part de la Cour européenne des droits de l'homme, jugement qui dit que l'armée ou le service civil doivent, dans la mesure du possible, accepter ceux qui, même inaptes ou légèrement handicapés, préfèrent servir plutôt que de devoir payer la taxe. Or la Suisse ne semble pas du tout pressée de mettre en œuvre ce jugement⁵. Dans ce contexte, s'insurger contre la taxe n'est que légitime⁶.

Ensuite, le budget dévolu spécifiquement à la promotion de la paix⁷ reste proportionnelle-

ment dérisoire par rapport au budget de l'armée, respectivement 60 millions par année contre 4.5 milliards, soit 0.13 %⁸. Ce crédit sera rediscuté fin 2011 ou courant 2012. Il y a donc lieu d'envoyer des signes au parlement selon lesquels la population souhaite plus de promotion de la paix.

Enfin, les dépenses militaires dans le monde ont pris une telle ampleur, alors qu'il n'y a pas de menace militaire majeure et que les besoins les plus élémentaires de l'humanité ne sont pas couverts⁹, qu'il convient de façon générale de manifester ce qui doit devenir un choix pour l'humanité : la sécurité pour l'ensemble de la planète et de ses habitants par la satisfaction de leurs besoins et par les méthodes douces de prévention et de gestion des conflits, et non pas une pseudo sécurité par le pouvoir militaire et l'usage de la force.

Alors comment faire pour préparer et obtenir cette nécessaire réallocation des ressources?

Les méthodes non-violentes supposent que l'on commence par le dialogue et l'information, comme par exemple en accompagnant sa déclaration d'impôts d'une lettre ou d'une note demandant à ce que la part correspondant au budget militaire soit allouée à d'autres activités de l'État¹⁰. On peut aussi faire pression sur ses parlementaires ou choisir des représentants favorables à plus d'argent pour la paix. Bien entendu, plus il y a de personnes qui manifestent leur opinion, plus il y a de possibilités d'être entendu.

Quant à objecter au sens propre, c'est d'abord une décision de conscience, éminemment personnelle, mais qui n'a en fait de sens et la possibilité de réussir que si elle reçoit une attention suffisante de la part des autorités, du public et des médias. Refuser de

verser la part de ses impôts proportionnelle au budget militaire¹¹ ou les reverser ailleurs ou sur un compte bloqué, c'est encourir des sanctions pour soustraction, soit une amende proportionnelle au montant

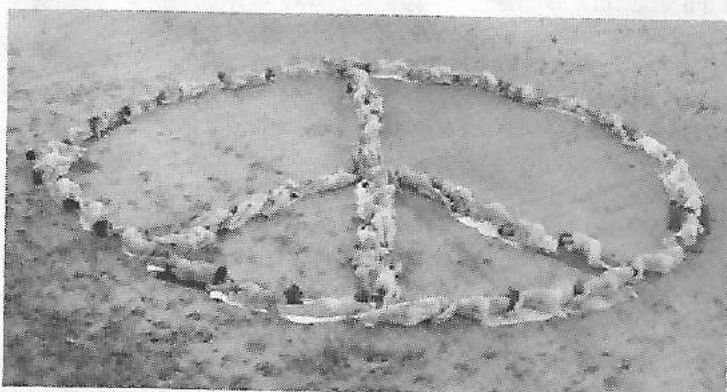
soustrait (de 3 fois moins à 3 fois plus). Sachant que l'impôt fédéral direct ne touche de façon importante que les ménages relativement aisés, pour la majorité des gens une telle amende ne devrait pas représenter une somme très importante.

Il est souhaitable que les personnes concernées puissent se faire entendre avant d'en arriver là.

Bon été à vous,

Christophe Barbey

- 1 http://en.wikipedia.org/wiki/Conscientious_objection_to_military_taxation
- 2 www.cpti.ws et les liens vers les organisations locales.
- 3 Dès la première guerre mondiale: <http://perso.unige.ch/~manuel/biofr.htm>
- 4 Voir par exemple : Anne-Catherine Ménétrez, Pierre Chastelain, etc. « Objection votre honneur! ». Éditions d'En Bas et CMLK, 1979, page 169.
- 5 <http://www.gssa.ch/spip/spip.php?article143>
- 6 <http://www.gssa.ch/spip/spip.php?rubrique21>
- 7 Il s'agit du crédit spécial pour la promotion de la paix. Il n'inclut pas les contributions aux organisations internationales et à l'aide au développement, qui sont évidemment beaucoup plus conséquentes et qui contiennent aussi des volets consacrés à la promotion de la paix. Reste que ce crédit mérite d'être fortement augmenté. On notera au passage que la Confédération a économisé 105 millions l'an passé, du fait de l'augmentation massive du nombre des civilistes (112 mio. par l'armée, moins les frais supplémentaires 7 mio pour le service civil lui-même), soit bien plus que ce crédit...
- 8 CHF 1.30 pour la paix contre 1000.- francs pour l'armée ...
- 9 Les dépenses militaires mondiales en 2009 ont été estimées à \$ 1'531 milliards, en hausse de 6%. Entre 150 et 200 milliards seraient nécessaires par année pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. Ces sommes ne sont pas réunies.
- 10 Ma déclaration 2009 n'étant pas encore rendue, je le ferai !
- 11 La défense nationale représente 7.8 % du budget fédéral. http://www.efv.admin.ch/f/downloads/finanzberichterstatterung/bufl/R_Bufl_2009_f.pdf, p. 10. Mais l'impôt fédéral direct ne représente que 29.3% des tous les impôts collectés par la Confédération (idem p.7). Il est évidemment difficile de calculer, selon tous les types d'impôts, ce qu'un contribuable verse effectivement pour la défense.



On nous écrit:

Pourquoi les islamistes ne commettront pas d'attentat en Suisse

Dans l'Hebdo du 15 avril, un sondage nous apprend que presque 30% des Suisses sont préoccupés par la menace d'un attentat islamiste sur notre sol. C'est la menace qui vient en premier, de loin, dans l'esprit des 604 Suisses sondés. Je ne partage pas cette crainte et souhaite expliquer pourquoi.

Qui sont donc ces islamistes tant redoutés et pourquoi commettraient-ils un attentat en Suisse?

Je vais tenter de résumer l'analyse du mouvement islamiste faite par Gwynne Dyer, journaliste et historien canadien, dans son livre «Future: tense» (McClelland & Stewart, 2004, révisé en 2006).

Selon Gwynne Dyer, l'islamisme est «un projet politique basé sur une interprétation religieuse de ce qui se passe dans le monde» (p.75). Les islamistes tentent d'expliquer les nombreux revers que subit le monde musulman (et plus particulièrement le monde arabe) vis-à-vis de son rival le monde chrétien (dont il était l'égal jusqu'au 16^{ème} siècle). La question posée par les islamistes est: «Qu'avons-nous fait pour que Dieu se détourne de nous?» Et leur réponse est que les musulmans, en essayant de copier l'occident, ont abandonné les valeurs et traditions de

l'Islam. A quoi la solution est simple: vivre à nouveau de la façon dont Dieu veut que les musulmans vivent.

Le projet politique des islamistes est donc de prendre le contrôle de pays musulmans afin de remettre les croyants dans le droit chemin et de regagner ainsi la faveur de Dieu. Ils veulent renverser les gouvernements en place (que les islamistes jugent trop laïcs) dans les pays musulmans. Or la majorité des musulmans ne veulent pas qu'on leur impose le style de vie archaïque que les talibans (intensement islamistes) ont infligé aux Afghans.

Mais les islamistes sont freinés dans leurs projets par le faible soutien que leur accordent les populations musulmanes. C'est là que le terrorisme, cette guerre des faibles, entre en jeu. Le massacre de civils innocents dans des pays chrétiens n'est pas un acte de haine gratuite et aveugle, il vise à provoquer des interventions militaires contre les pays musulmans. Ces interventions, avec leur cortège de civils tués («dommage collatéraux») entraînent inévitablement la radicalisation des musulmans jusqu'alors modérés, qui deviennent ainsi plus enclins à soutenir les islamistes dans leurs projets.

Ben Laden a organisé les attentats du 11

septembre *en espérant* que les Américains envahissent l'Afghanistan. L'administration Bush a même rendu service aux islamistes en envahissant l'Irak, alors qu'il n'y avait aucune connexion entre Saddam Hussein et Al Qaeda.

Or même les islamistes les plus fervents sont loin d'imaginer que la Suisse pourrait attaquer militairement un pays musulman. Ils n'ont donc aucun intérêt à organiser des attentats en Suisse.

La Suisse (ou plutôt l'UDC) a d'ailleurs déjà rendu service aux islamistes en interdisant la construction de minarets sur son territoire. Cette discrimination (réelle ou pas, c'est ainsi qu'elle est vécue par les musulmans) est certainement utilisée comme argument par les islamistes pour affirmer que les pays occidentaux sont ennemis de l'islam. C'est ainsi que les discours islamophobes nourrissent la radicalisation des musulmans et les poussent dans les bras des islamistes.

Plutôt que d'improbables attentats islamistes, les Suisses devraient donc craindre de se laisser entraîner vers une politique de peur et d'intolérance.

Serge Pfister, 1084 Carrouge VD

«Si le ridicule tuait»...

... l'Armée suisse se suffirait à elle-même pour s'éliminer. Ainsi vient-on d'apprendre par la NZZ que, par respect pour les religions et autres folies mystique non chrétiennes, les troupes musulmans devront se contenter d'une seule prière quotidienne pendant laquelle ils auront le droit de se tourner vers la Mecque pour leurs salamalecs. Pardon: leurs dévotions. D'où résulte la scène que voici: la compagnie est alignée, le gradé hurle: «A droite! Droite! Demi tour droite!». Et Mohamed proteste: «Impossible, mon lieutenant! C'est l'heure de ma prière à Allah! Or, la Mecque, je l'ai dans mon dos.» Alors notre valeureux lieutenant, respectueux des règles du Coran, rectifie son ordre ainsi: «A gauche, gauche! Trois quarts de tours à gauche! Tous face à la Mecque! Et cinq minutes de silence!». Mais Mohamed proteste encore: «Ah! Pardon, mon lieutenant, mais j'en ai bien pour vingt-sept minutes pour

réciter mes prières!» - «Vingt sept minutes? s'indigne notre lieutenant. C'est du lard ou du cochon, ce que tu me dis là, Mohamed?» A voir la tête de l'interpellé il comprend qu'il a gaffé et corrige son tir: «Soit. Soldat Mohamed, à genoux! Prie! Pendant ce temps, nous autres on va s'envoyer quelques tournées de bière!» - « Mais j'ai besoin de mon tapis de prière, mon lieutenant», ose encore le soldat Mohamed. «- Et puis quoi encore? ricane notre gradé. Tu aurais dû y penser avant. On est à 28 kilomètres de la caserne!» - «C'est pas de ma faute, plaide Mohamed. L'Armée suisse aurait dû prévoir d'inclure dans l'équipement du soldat musulman son tapis de prière!» - «Tu as raison, admet, penaud, notre gradé. Je vais en référer au Chef du Département Militaire.» C'est alors que Oin-Oin lève la main. - «Oui, soldat Oin-Oin? Qu'est-ce que tu veux?» - Et Oin-Oin de faire valoir son exigence: «Puisque la Confédération offre un

tapis de prière au soldat Mohamed, moi, j'estime que j'ai droit à un prie-Dieu et j'exige qu'il soit ajouté à mon équipement!» - «C'est impossible, soldat Oin-Oin, fait observer le galonné, parce que ta religion chrétienne ne t'oblige pas, toi, à faire 5 prières par jour agenouillé sur ton prie-Dieu et tourné vers Rome ou vers Nazareth. Et c'est au tour du soldat Lévy de lever la main pour faire valoir sa revendication judaïque. Le lieutenant a déjà compris (ça travaille vite, un cerveau de lieutenant): - «Quant à toi, soldat Lévy, je vais faire un rapport circonstancié afin qu'un Mur des Lamentations en matériaux légers suive tous les mouvements de l'Armée Suisse. Rompez! Pas toi, Mohamed! Toi, tu pries! A genoux! Dans la boue! Exécution! Et cochon qui s'en dédit!» C'est plein de tact, un lieutenant de la redoutable Armée suisse.

JAB
case postale 151
1211 Genève 8

Talon de commande

Merci de renvoyer avec l'étiquette ci-dessus

Nombre	Description	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» homme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» femme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 25.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Suisse sans armée», avec la colombe	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> rouge	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L	Fr. 20.-	
	Drapeaux arc-en-ciel	<input type="checkbox"/> pace <input type="checkbox"/> pau <input type="checkbox"/> salam <input type="checkbox"/> shalom		Fr. 10.-	
	Autocollant «L'armée, ça tue, ça pollue...»			Fr. 1.-	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»	noir		Fr. 3.-	
	Véritable couteau suisse «Suisse sans Armée»			Fr. 25.-	
	Couteau porte-clés «Suisse sans Armée»			Fr. 15.-	
	Jeu de cartes «Le régime Bush»			Fr. 12.-	
	Livre «Quand on n'a que l'amour, mémoires d'un pasteur», Jean Rouget (2009 - prix facultatif)			Fr. 22.-	
	Livre «La non-militarisation et les pays sans armée: une réalité», C. Barbey (2001)			Fr. 15.-	
	Livre «Aimez vos ennemis», traité de communication non-violente, Michel Monod (2006)			Fr. 20.-	
	Livre «Service civil - un témoin», association suisse des civilistes, www.civil.ch (2006)			Fr. 29.-	
	Bande Dessinée «Léon Coquillard: divisionnaire de l'après 26 novembre» de ZEP (1990)			Fr. 12.-	
	Journal «Une Suisse sans armée» du n. 1 à 85	numéro(s) _____		Fr. 1.-	
	Frais de port				Fr. 3.-
	Somme totale de la facture				

Adresse si autre qu'imprimée plus haut:

A renvoyer au GSSA, case postale 151, 1211 Genève 8

• **Permanence Service Civil et problèmes militaires:**
tous les mardis de 12h à 14h
au tél.: 022 344 13 81 (Christophe Barbey)
Email: permanence@gssa.ch
(Aurélien Darbellay)
Infos complètes: www.gssa.ch

• **A Genève:**

Secrétariat romand

c/o GSSA Genève
case postale 151
1211 Genève 8

Adresse:

Maison des Associations
15, rue des Savoises (1^{er} étage)
1205 Genève

Tél.: 022 320 46 76 Fax: 022 320 69 49

E-mail: gssa@gssa.ch

Internet: www.gssa.ch

ccp: 12-11508-2

• **A Lausanne:**

GSSA Vaud

Georges Tafelmacher
22, ch. de la Côte
1009 Pully

Tél.: 021 728 65 71

E-mail: etafelacote@hispeed.ch

• **A Berne:**

GSoA Bern

Neubrückstr 17f
Case postale 6348
3001 Berne

Tél.: 031 301 82 09 Fax: 031 302 88 78

E-mail: bern@gsoa.ch

• **A Zürich:**

Secrétariat national

GSoA, case postale 103
8031 Zürich

Tél.: 044 273 01 00 Fax: 044 273 02 12

Internet: www.gsoa.ch